



AU NOM DU PEUPLE





✓ - *UNE FRANCE FIÈRE*

DÉFENDRE L'UNITÉ DE LA FRANCE ET SON IDENTITÉ NATIONALE

- 91 **Défendre l'identité nationale**, les valeurs et les traditions de la civilisation française. Inscrire dans la Constitution la défense et la promotion de notre patrimoine historique et culturel.
- 92 **Ériger la citoyenneté française en privilège pour tous les Français** par l'inscription dans la Constitution de la priorité nationale.
- 93 **Pavoiser en permanence tous les bâtiments publics du drapeau français** et en retirer le drapeau européen.
- 94 **Revaloriser les pensions des anciens combattants** en réallouant les crédits disponibles.
- 95 **Promouvoir la laïcité et lutter contre le communautarisme.** Inscrire dans la Constitution le principe : « La République ne reconnaît aucune communauté. » Rétablir la laïcité partout, l'étendre à l'ensemble de l'espace public et l'inscrire dans le Code du travail.
- 96 **Défendre la langue française.** Abroger notamment les dispositions de la loi Fioraso qui permettent de restreindre l'enseignement en français dans les universités.
- 97 **Renforcer l'unité de la nation** par la promotion du roman national et le refus des repentances d'État qui divisent.
- 98 **Promouvoir l'assimilation républicaine**, principe plus exigeant que celui d'intégration.
- 99 **Rétablir l'égalité réelle et la méritocratie** en refusant le principe de « discrimination positive ».
- 100 **Défendre l'unité et l'intégrité du territoire français en réaffirmant le lien indissoluble entre la métropole et l'Outre-mer.**





UNE FRANCE QUI TRANSMET ET SE TRANSMET

- 101 **Assurer la transmission des connaissances par le renforcement des apprentissages fondamentaux** (français, histoire, calcul). À l'école primaire, réserver la moitié du temps d'enseignement au français, à l'écrit comme à l'oral. Supprimer « l'enseignement des langues et cultures d'origine » (ELCO).
- 102 **Faire de l'école un « asile inviolable où les querelles des hommes n'entrent pas »** (Jean Zay), donc en y imposant non seulement la **laïcité**, mais également la **neutralité** et la **sécurité**.
- 103 **Rétablir l'autorité et le respect du maître et instaurer le port d'un uniforme à l'école.**
- 104 **Revenir sur la réforme des rythmes scolaires.**
- 105 **Rétablir une véritable égalité des chances** en retrouvant la voie de la méritocratie républicaine.
- 106 **À l'université, passer d'une sélection par l'échec à une sélection au mérite.** Refuser le tirage au sort comme moyen de sélection. Revaloriser les bourses au mérite. Défendre le modèle d'enseignement supérieur français, qui passe par la complémentarité de l'université et des grandes écoles.
- 107 **Développer massivement l'alternance** (contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation) dans l'artisanat, le secteur public et privé et rendre la formation professionnelle plus efficace, moins opaque et moins coûteuse.

UNE FRANCE QUI CRÉE ET QUI RAYONNE

- 108 **Renforcer le réseau des écoles et des lycées français dans le monde.**
- 109 **Développer le mécénat populaire** par la création d'une plate-forme numérique dédiée.
- 110 **Bâtir une loi de programmation du patrimoine pour permettre un meilleur soutien à l'entretien et à la préservation du patrimoine.** Augmenter le budget alloué de 25 %.
- 111 **Mettre un coup d'arrêt à la politique de vente à l'étranger et au privé de palais et bâtiments nationaux.**
- 112 **Lancer un grand plan national de création de filières (lycées, universités) des métiers d'art** dans nos territoires et implanter un réseau de pépinières d'artistes sur tout le territoire. Restaurer une véritable éducation musicale généraliste dans les établissements scolaires.





- 113 Réformer le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel avec la création de trois collèges:** l'un composé des représentants de l'État, le deuxième de professionnels, le troisième de représentants de la société civile (associations de consommateurs, de téléspectateurs, etc.).
- 114 Remettre en ordre le statut d'intermittent du spectacle** par la création d'une carte professionnelle afin de préserver ce régime tout en opérant un meilleur contrôle des structures qui en abusent.
- 115 Supprimer Hadopi** et ouvrir le chantier de la licence globale.
- 116 Créer un « contrat sportif de haut niveau » d'une durée de trois ans renouvelable** permettant aux sportifs amateurs représentant la Nation dans les compétitions internationales de vivre dignement et de se consacrer entièrement à leur discipline.
- 117 Soutenir les petits clubs afin de permettre la présence d'un maximum de joueurs français dans les clubs professionnels et lutter contre la financiarisation du sport professionnel. Renforcer les actions contre la violence dans le sport amateur** et imposer le respect strict de la laïcité et de la neutralité dans tous les clubs sportifs.





AU NOM DU PEUPLE



V - *UNE FRANCE PUISSANTE*

FAIRE RESPECTER LA FRANCE

- 118 **Quitter le commandement militaire intégré de l'OTAN** pour que la France ne soit pas entraînée dans des guerres qui ne sont pas les siennes.
- 119 **Assurer une capacité de Défense autonome dans tous les domaines.**
- 120 **Reconstituer dans tous les domaines de la Défense une offre industrielle française** pour répondre aux besoins de nos armées et garantir notre indépendance stratégique.
- 121 **Augmenter dès la première année du mandat le budget de la Défense à 2 % du PIB puis tendre vers 3 % à l'horizon de la fin du quinquennat.** Ces 2 % minimum seront inscrits dans la Constitution. Cet effort substantiel permettra notamment de financer :
 - **un second porte-avions** baptisé « Richelieu », indispensable à la permanence à la mer de notre groupe aéronaval ;
 - **l'augmentation des effectifs** (pour les reconstituer à leur niveau de 2007, soit environ 50 000 militaires supplémentaires) ;
 - **la pérennisation de notre force de dissuasion nucléaire** ;
 - **l'augmentation générale de notre format d'armée** (davantage d'avions, de navires, de blindés) et la modernisation des équipements ;
 - le rétablissement progressif d'un **service militaire** (minimum obligatoire 3 mois).

REFAIRE DE LA FRANCE UN PAYS MAJEUR DANS LE MONDE

- 122 **Engager la France au service d'un monde multipolaire fondé sur l'égalité en droit des nations**, leur concertation permanente et le respect de leur indépendance. Fonder la politique internationale sur le principe de réalisme et rendre à la France son rôle de puissance de stabilité et d'équilibre.
- 123 **Renforcer les liens entre les peuples qui ont le français en partage.**
- 124 **Mettre en œuvre une véritable politique de co-développement avec les pays d'Afrique** fondée prioritairement sur l'aide au développement de l'école primaire, l'aide à l'amélioration des systèmes agricoles et l'aide au renforcement des outils de Défense et de sécurité.



AU NOM DU PEUPLE



VII - *UNE FRANCE DURABLE*

LA FRANCE, PUISSANCE AGRICOLE AU SERVICE D'UNE ALIMENTATION SAINTE

- 125 **Appliquer le patriotisme économique aux produits agricoles français** pour soutenir immédiatement nos paysans et nos pêcheurs, notamment au travers de la commande publique (État et collectivités).
- 126 **Transformer la Politique Agricole Commune en Politique Agricole Française.** Garantir le montant des subventions dont les critères seront fixés par la France et non plus par l'Union européenne, avec l'objectif de sauver et soutenir le modèle français des exploitations familiales.
- 127 **Refuser les traités de libre-échange** (TAFTA, CETA, Australie, Nouvelle-Zélande, etc.). **Développer les circuits courts** de la production à la consommation, en réorganisant les filières.
- 128 **Simplifier le quotidien des agriculteurs en stoppant l'explosion des normes administratives et encourager l'installation des jeunes agriculteurs**, par le biais de défiscalisations durant les premières années.
- 129 **Défendre la qualité : afin de lutter contre la concurrence déloyale, interdire l'importation des produits agricoles et alimentaires qui ne respectent pas les normes de production françaises** en matière de sécurité sanitaire, de bien-être animal et d'environnement. Imposer la traçabilité totale de l'origine géographique et du lieu de transformation sur l'étiquette, afin de garantir la transparence et l'information complète des consommateurs.
- 130 **Promouvoir les exportations agricoles**, notamment en soutenant les labels de qualité.

ENVIRONNEMENT ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : LA FRANCE DOIT VISER L'EXCELLENCE

- 131 **Pour préserver l'environnement, rompre avec le modèle économique fondé sur la mondialisation sauvage** des échanges et le dumping social, sanitaire et environnemental ; la véritable écologie consiste à produire et consommer au plus près et retraiter sur place.



- 132 **Afin de lutter contre la précarité énergétique et agir directement sur le pouvoir d'achat des Français, faire de l'isolation de l'habitat une priorité budgétaire du quinquennat**, parce que l'énergie la moins chère est celle que l'on ne consomme pas.
- 133 **Développer massivement les filières françaises des énergies renouvelables** (solaire, biogaz, bois...) grâce à un protectionnisme intelligent, au patriotisme économique, à l'investissement public et privé et aux commandes d'EDF. Décréter un moratoire immédiat sur l'éolien.
- 134 **Pour maintenir, moderniser et sécuriser la filière nucléaire française**, engager le Grand Carénage, et garder le contrôle de l'État sur EDF, en lui redonnant une véritable mission de service public. Refuser la fermeture de la centrale de Fessenheim.
- 135 **Soutenir une filière française de l'hydrogène (énergie propre)**, par un appui de l'État en matière de recherche et développement, afin de réduire notre dépendance au pétrole.
- 136 **Interdire l'exploitation du gaz de schiste, tant que des conditions satisfaisantes en matière d'environnement, de sécurité et de santé ne seront pas réunies, et appliquer le principe de précaution en interdisant les OGM.**
- 137 **Faire de la protection animale une priorité nationale. Défendre le bien-être des animaux** en interdisant l'abattage sans étourdissement préalable et en remplaçant le plus possible les expérimentations animales. Refuser le modèle des fermes-usines, du type « ferme des 1 000 vaches ».

ASSURER L'ÉGALITÉ SUR TOUT LE TERRITOIRE ET RENFORCER L'ACCÈS AU LOGEMENT

- 138 **Garantir l'égal accès aux services publics** (administrations, gendarmerie, eau, santé, transport, hôpitaux de proximité et maisons de santé...) sur tout le territoire et en particulier en milieu rural. La libéralisation du rail voulue par l'Union européenne sera refusée. La Poste et la SNCF resteront des entreprises publiques.
- 139 **Regrouper en un seul ministère l'aménagement du territoire, les transports et le logement. Rééquilibrer la politique de la ville** vers les zones désertifiées et rurales.
- 140 **Faciliter l'accès à la propriété en renforçant les dispositifs de prêts aidés et en améliorant les conditions de rachat par les locataires de leur logement social** pour parvenir à 1 % du parc HLM vendu chaque année. Réduire les droits de mutation de 10 %.
- 141 **Réduire les dépenses de logement des ménages** par un grand plan d'aide à la construction et à la réhabilitation des logements, par la baisse de la taxe d'habitation pour les plus modestes et le gel de son augmentation, et par la pérennisation des APL (suppression de la prise en compte du patrimoine dans leur calcul). **Créer une «Protection-Logement-Jeunes»** : lancer un grand plan de construction de logements étudiants et revaloriser de 25 % les APL pour les jeunes jusqu'à 27 ans dès la première année du quinquennat.





- 142 **Réserver prioritairement aux Français l'attribution du logement social, sans effet rétroactif, et le mobiliser vers les publics qui en ont le plus besoin.** Appliquer réellement l'obligation de jouissance paisible sous peine de déchéance du bail.
- 143 **Rationaliser et simplifier les normes d'urbanisme et de construction** afin de résorber les tensions sur le marché du logement. Veiller à la préservation de l'environnement et des espaces naturels protégés (littoral, montagne, etc.).
- 144 **Soutenir l'effort d'investissement en infrastructures, en particulier dans la ruralité** (très haut débit, couverture téléphonique, routes...) et **renationaliser les sociétés d'autoroutes** pour rendre aux Français un patrimoine qu'ils ont financé et dont ils ont été spoliés; plus généralement, **refuser la vente des actifs stratégiques détenus par la puissance publique.**

Le projet, je le mettrai en œuvre
en votre nom, au nom du peuple,
pour que vive la France!

Alain Le...





AU NOM DU PEUPLE
MARINE Présidente

